

«Les expatriés veulent comprendre la Suisse»

> Politique Le journaliste genevois Pierre Cormon sort un guide de la politique suisse pour les débutants

> Rédigé en anglais, il tombe à point nommé

Alexis Favre

La Politique suisse pour les débutants. Comment fonctionne ce pays étrange où l'on peut survivre sans connaître le nom du président alors que l'on vote sur à peu près tout. Le titre et le sous-titre du nouveau livre* du journaliste genevois Pierre Cormon – rédigé et édité en anglais – ont une saveur particulière après le tremblement de terre du 9 février. Petit manuel à l'intention des expatriés qui vivent dans ce pays pas comme les autres, il leur explique la Suisse par le menu, du fédéralisme à la concordance, de Christoph Blocher aux droits populaires. Un regard frais qui intéressera aussi ceux qui pensent déjà tout savoir.

Le Temps: Qu'est-ce qui vous a donné envie d'écrire ce livre?

Pierre Cormon: En tant que membre du réseau social Glocals, pour les expatriés, j'ai participé à des discussions sur la politique suisse et j'avais l'impression que les gens ne comprenaient pas le système. Le fondateur de Glocals m'a proposé d'organiser un séminaire, «La politique suisse pour les nuls», en 2009. Mille personnes se sont inscrites en cinq heures! Les gens ont posé tellement de questions que je me suis dit qu'il y avait quelque chose à faire.

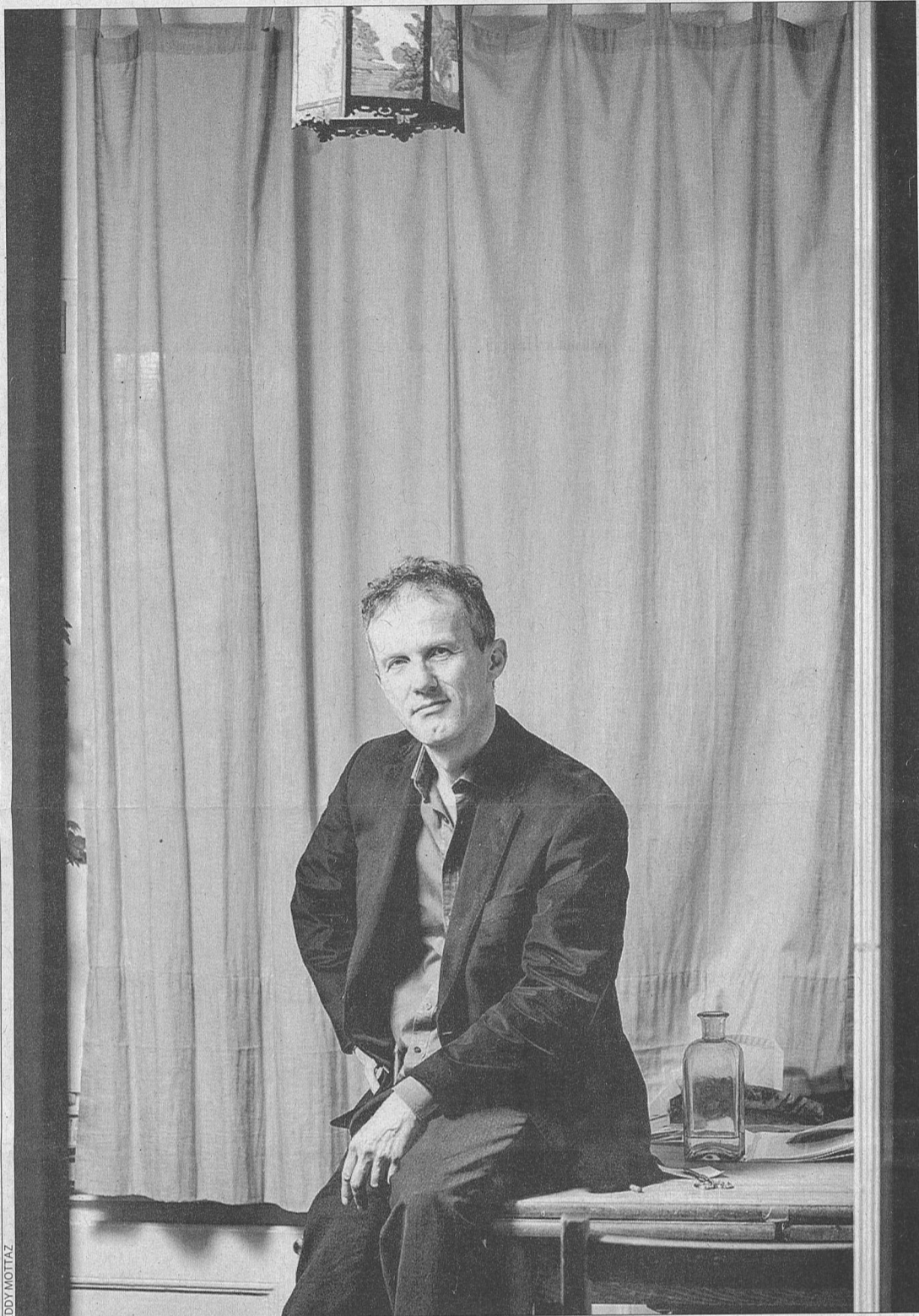
–Après le résultat du 9 février, ce livre qui s'adresse aux étrangers tombe à point nommé...

– Effectivement. Le vote a causé une forte émotion. Le besoin de comprendre cet étrange système, le seul qui permette ce genre de vote, est d'autant plus grand.

– Vous avez sondé la communauté des expatriés, à Genève en particulier. Quelles sont leurs principales interrogations?

– Ils remarquent les affiches politiques dans la rue, les initiatives qui se succèdent, et ce système les interpelle. Ils posent aussi beaucoup de questions sur la politique d'immigration, la criminalité et le logement. A Genève, ils se demandent typiquement pourquoi l'Etat ne peut pas construire 10 000 logements d'un coup pour résoudre la pénurie. Je leur explique que nous ne vivons pas dans un système politique où le gouvernement peut faire ce qu'il veut, comme il le veut.

– Dans la campagne sur l'initiative UDC, on a beaucoup entendu les gens se plaindre de «ces expatriés qui



Pierre Cormon craint que les expatriés qui vivent en Suisse ne se sentent rejetés après le oui à l'initiative UDC. Son livre a pour ambition d'expliquer la Suisse, ce «pays étrange», aux internationaux. GENÈVE, 14 FÉVRIER 2014

ne parlent que l'anglais». Sentent-ils une hostilité croissante à leur égard?

– Leur sentiment, c'est qu'il est difficile de rencontrer des Suisses. Quand vous dites que vous êtes d'ici, ils sont très contents. Ils vont enfin pouvoir discuter avec un Suisse! Ils ne perçoivent généralement pas d'hostilité, mais une froideur, surtout à Genève où les gens ont la réputation – justifiée – d'être réservés au premier abord. Ça les frustre.

– Craignez-vous que les rapports entre Suisses et expatriés se détériorent après le 9 février?

– Bien sûr. Le message que les expatriés, comme les frontaliers, perçoivent, c'est qu'ils ne sont pas considérés comme des personnes dont le

travail contribue à la prospérité du pays, mais comme un problème. Comment voulez-vous qu'ils le prennent bien? Et lorsque quelqu'un se sent rejeté, cela ne produit jamais de résultats positifs.

– La Suisse vient de remettre en question la libre circulation. Peut-elle être un détonateur, avec un effet domino en Europe?

– Je ne sais pas, mais elle peut peser dans la balance, du côté de ceux qui veulent changer de système. Le Royaume-Uni débat assez vivement de la libre circulation, il pourrait se sentir encouragé par la décision suisse. Et si le Royaume-Uni remet ce principe en cause, ça aura un poids autrement plus considérable. L'UE

sera d'autant plus intraitable avec la Suisse qu'elle en est consciente. Elle veut éviter cet effet domino.

– Vous consacrez un chapitre à Christoph Blocher, avec une analyse que le résultat du 9 février vient confirmer: le chef de file des conservateurs est aussi le plus grand révolutionnaire du pays depuis le XIXe siècle!

– Il aura eu une influence énorme sur le système politique suisse. C'est notamment à travers lui que le jeu s'est durci. Il y a dix ou quinze ans, il était admis que les grands partis s'activent dans l'arène parlementaire, qu'ils s'y affrontent, négocient et trouvent des compromis. Les initiatives étaient surtout utilisées

par ceux qui n'étaient pas représentés. Elles étaient généralement rejetées mais donnaient des impulsions utiles. Aujourd'hui, sous l'impulsion de l'UDC, l'initiative est devenue le moyen de contourner le parlement. Cela pose beaucoup de problèmes parce que les projets ne sont jamais satisfaisants d'emblée. Dans le cas de l'immigration de masse, on aurait pu se demander si les contingents doivent ou non s'appliquer aux fonctionnaires internationaux. On ne l'a pas fait. Le problème de l'initiative, c'est que c'est tout ou rien. Le jeu politique consistait à s'adapter les uns aux autres en tenant compte de nos différences, à ne pas écraser les perdants. Au lieu de cela, nous sommes de plus en plus gouvernés par des décisions sans appel de majorités occasionnelles, qui ne laissent rien à ceux qui sont d'un autre avis. C'est le contraire de l'esprit suisse.

– Comment expliquez-vous alors que les tenants de la Suisse éternelle suivent celui qui la bouscule?

– Parce qu'il la bouscule en ravivant le mythe de la Suisse héroïque qui résiste aux baillifs étrangers et en se basant sur des instruments totalement suisses: les droits populaires. Au niveau de la lettre, il respecte le système politique. C'est au niveau de l'esprit qu'il le transforme. Et je ne suis pas sûr que tout le monde en soit vraiment conscient.

– Pensez-vous, comme le patron des patrons, Valentin Vogt, qu'il faille réformer les droits populaires, par exemple en augmentant le nombre de signatures nécessaires pour lancer une initiative?

– Je suis moins sceptique au sujet de l'initiative qu'à celui de l'usage qui en est fait. Je ne suis pas sûr qu'une réforme des droits populaires résoudra le problème. Le problème est moins dans leur définition que dans la culture politique qui s'est installée et qui est basée sur l'affrontement. Et de toute façon, il serait très difficile, pour ne pas dire impossible, de faire passer une réforme qui limiterait les droits populaires.

– Vous en êtes sûr? Les Suisses ne peuvent-ils pas se rendre compte que ce système est aujourd'hui dévoyé?

– Ça sonne comme une réaction de mauvais perdant. On ne peut pas remettre un système en cause parce qu'on désapprouve le résultat d'une votation. Même si ce système approche de ses limites. Il y a aujourd'hui quatre initiatives sur l'agriculture dans le pipeline, peut-être les gens finiront-ils par se dire que ça suffit. Mais à mon avis, la solution n'est pas de réformer les droits populaires. Ce serait plutôt que les partis se remettent à parler, à travailler au parlement plutôt que par voie d'initiative. L'UDC n'y a malheureusement aucun intérêt...

* **Swiss Politics for Complete Beginners**, Ed. Slatkine, 96 p.